



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	DEFIS.A.2
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	488117
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q1 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27.01.2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Defence Industry and Space (DG-DEFIS) is the European Commission's department tasked with strengthening the competitiveness and innovation of the European Defence industry by ensuring the evolution of a resilient European defence technological and industrial base. To do so, we enable investments to support defence supply chains, with a special attention on small and medium-sized enterprises (SMEs). We also facilitate their involvement in cross-border partnerships through various tools such as the European Defence Fund (EDF). Our work is guided by the European Defence Industrial Strategy (EDIS) and the Joint White Paper for European Defence Readiness 2030, which are implemented through a set of programmes and initiatives.

As part of Directorate A, entrusted with the development of the defence industrial policy agenda, Unit A.2 mission is to ensure support to Ukraine and military mobility, in particular by supporting integration of Ukrainian defence industrial base into the European defence technological and industrial base and contributing to EU's strong deterrence posture and defence readiness, preparing for the most extreme military contingencies by enhancing military mobility across the EU. Unit A.2 is also responsible for the supporting the competitiveness and resilience of the European civil aeronautics industry, and the Alliance for Zero-Emission Aviation. In close collaboration and in a flexible set-up with other Units of the Directorate, Unit A.2 contributes to the defence industrial policy agenda and promotes Ukraine's participation in defence industrial programs.

The unit is composed of a mix of policy officers, economists, lawyers and defence R&D experts.

Job presentation:

Policy Officer – Military mobility

The seconded national expert will work under the supervision of a Commission official. Without prejudice to the principle of loyal cooperation between national / regional or local administrations and the Commission, he / she shall carry out his duties and conduct himself solely with the interests of the European Union in mind. The seconded national expert shall not represent the Commission with a view to entering into commitments, whether financial or otherwise, or negotiate on its behalf.

His/her task will be to contribute to the implementation of the White Paper on the Future of European Defence in the area of military mobility. He/she will contribute to the design and implementation of the EU policy aimed at substantially enhancing military mobility by removing all remaining barriers, at national and EU level, in close coordination with other DGs.

She/he will be responsible for supporting the negotiations of the Military Mobility Regulation. She/he will be responsible for analysis and advice on regulatory environment and developments related to military mobility and the defence sector in general and formulating policy recommendations. She/he will be involved in the development of EU



initiatives to support defence readiness and deterrence posture in the area of military mobility and adaptation to the new security situation and evolving threats.

She/he will work with various actors in several sectors, including other Commission services, Member States, the European Parliament, the External Action Service, NATO, EDA, industrial stakeholders and international partners.

Tasks include:

- Supporting in the implementation of the White Paper on the Future on European Defence, in the area of military mobility, contributing to the negotiations of the Military mobility Regulation.

Jobholder profile:

Diploma

- university degree or
- professional training or professional experience of an equivalent level

in the field of Economics, Law, Engineering, Security or Military studies

Professional experience

Good knowledge of the EU defence sector and defence industrial policy at EU and Member State level;

Experience related to military mobility and/or military logistics

At least two years of tasks related to the one described above.

The post requires candidates to be in possession of a valid Personnel Security Clearance (PSC) at EU Secret level.

Language(s) necessary for the performance of duties

A good command of English is necessary for the performance of the duties and the efficient communication with internal and external stakeholders.

The post requires candidates to be in possession of a valid security clearance (PSC) at SECRET UE/EU SECRET level.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG-DEFIS) est le service de la Commission européenne chargé de renforcer la compétitivité et l'innovation de l'industrie européenne de la défense en s'assurant de l'existence d'une base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) résiliente. Pour ce faire, nous soutenons les investissements à l'appui des chaînes d'approvisionnement de la défense, en accordant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises (PME). Nous facilitons également leur implication dans des partenariats transfrontaliers grâce à différents outils tels que le Fonds européen de la défense (FED). Notre travail est guidé par la stratégie pour l'industrie européenne de la défense (EDIS) et le Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne – Readiness 2030, tous deux mis en œuvre par un ensemble de programmes et d'initiatives.

Dans le cadre de la direction A, chargée de l'élaboration de l'agenda de la politique industrielle de défense, l'unité A.2 a pour mission d'assurer le soutien à l'Ukraine et la mobilité militaire, en préparant l'UE aux éventualités militaires les plus extrêmes et en contribuant à une posture dissuasive forte de l'UE ainsi qu'au renforcement de notre état de préparation en matière de défense, notamment en soutenant l'intégration de la base industrielle de défense ukrainienne dans la BITDE, et en renforçant la mobilité militaire dans l'ensemble de l'UE. L'unité A.2 est également chargée de soutenir la compétitivité et la résilience de l'industrie aéronautique civile européenne et de l'Alliance pour une aviation à émissions nulles (AZE). Dans le cadre d'une structure souple et en étroite collaboration avec d'autres unités de la direction A, l'unité A.2 contribue à l'agenda de la politique industrielle de défense et promeut la participation de l'Ukraine aux programmes industriels de défense.

L'unité est composée de chargés de politiques, d'économistes, de juristes et d'experts en R&D de la défense.

Dans le cadre de la Direction A, chargée du développement de l'agenda de politique industrielle de défense, la mission de l'unité A.2 est d'assurer le soutien à l'Ukraine et la mobilité militaire. Plus précisément, l'unité A2 soutient l'intégration de la base industrielle de défense ukrainienne dans la base technologique et industrielle de défense européenne et contribue à la posture de dissuasion forte de l'UE et à sa capacité de défense, en préparant les contingences militaires les plus extrêmes et en renforçant la mobilité militaire à travers l'UE. L'unité A.2 est également responsable du soutien à la compétitivité et à la résilience de l'industrie aéronautique civile européenne, ainsi que de l'Alliance pour l'aviation zéro émission. En étroite collaboration et dans une configuration flexible avec d'autres unités de la direction, l'unité A.2 contribue à l'agenda de politique industrielle de défense et promeut la participation de l'Ukraine aux programmes industriels de défense.

L'unité est composée d'un mélange d'agents de politique, d'économistes, de juristes et d'experts en R&D de la défense.



Présentation du poste:

Agent(e) chargé de politiques – Mobilité militaire

L'expert national détaché travaillera sous la supervision d'un fonctionnaire de la Commission. Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales/régionales ou locales et la Commission, il/elle exercera ses fonctions et se conduira uniquement dans l'intérêt de l'Union européenne. L'expert national détaché ne représentera pas la Commission en vue de prendre des engagements, financiers ou autres, ni de négocier en son nom.

Il aura pour mission de contribuer à la mise en œuvre du Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne dans le domaine de la mobilité militaire. Il/elle contribuera à la conception et à la mise en œuvre de la politique de l'UE visant à améliorer considérablement la mobilité militaire en supprimant tous les obstacles persistants, au niveau national et européen, en étroite coordination avec d'autres DG.

Il/elle sera chargé(e) de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action Mobilité militaire 2.0 et d'appuyer les États membres dans la mise en œuvre de l'Engagement en faveur de la mobilité militaire de mai 2024. Il/elle sera chargé(e) d'analyser et de donner des conseils sur l'environnement réglementaire et les développements liés à la mobilité militaire et au secteur de la défense en général, ainsi que de formuler des recommandations politiques. Il/elle participera à l'élaboration d'initiatives de l'UE visant à soutenir l'état de préparation de l'UE en matière de défense et sa posture dissuasive dans le domaine de la mobilité militaire et de l'adaptation à la nouvelle situation de sécurité et à l'évolution des menaces.

Il/elle travaillera avec divers acteurs dans plusieurs secteurs, notamment d'autres services de la Commission, les États membres, le Parlement européen, le Service pour l'action extérieure, l'OTAN, l'AED, les acteurs industriels et les partenaires internationaux.

Les tâches comprennent :

- Soutenir la mise en œuvre du Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne, dans le domaine de la mobilité militaire, en contribuant à l'élaboration de propositions législatives et de communications conjointes.

Profil du titulaire du poste:

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- une formation professionnelle ou une expérience professionnelle d'un niveau équivalent

dans le domaine de l'économie, du droit, de l'ingénierie, de la sécurité ou des études militaires

Expérience professionnelle



Bonne connaissance du secteur de la défense et de la politique industrielle de défense de l'UE au niveau de l'UE et des États membres ;
Expérience liée à la mobilité militaire et/ou à la logistique militaire
Au moins deux ans de tâches liées à celle décrite ci-dessus.

Le poste exige que les candidats soient en possession d'une habilitation de sécurité du personnel (PSC) valide de niveau secret UE.

Langue(s) nécessaire(s) à l'exercice des fonctions

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire à l'exercice des fonctions et à la communication efficace avec les parties prenantes internes et externes.

Le poste exige que les candidats soient en possession d'une habilitation de sécurité (PSC) valide de niveau SECRET UE/EU SECRET.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Generaldirektion Verteidigungsindustrie und Raumfahrt (GD-DEFIS) ist die Dienststelle der Europäischen Kommission, die die Aufgabe hat, die Wettbewerbsfähigkeit und Innovation der europäischen Verteidigungsindustrie zu stärken, indem sie die Entwicklung einer widerstandsfähigen technologischen und industriellen Basis der europäischen Verteidigung sicherstellt. Zu diesem Zweck ermöglichen wir Investitionen zur Unterstützung der Lieferketten im Verteidigungsbereich, mit besonderem Augenmerk auf kleine und mittlere Unternehmen (KMU). Wir erleichtern ihnen auch die Beteiligung an grenzüberschreitenden Partnerschaften durch verschiedene Instrumente wie den Europäischen Verteidigungsfonds (EVF). Unsere Arbeit orientiert sich an der Europäischen Industriestrategie für Verteidigung (EDIS) und dem Gemeinsamen Weißbuch für die europäische Verteidigungsbereitschaft 2030, die durch eine Reihe von Programmen und Initiativen umgesetzt werden.

Als Teil der Direktion A, die mit der Entwicklung der politischen Agenda für die Verteidigungsindustrie betraut ist, besteht die Aufgabe des Referats A.2 darin, die Unterstützung der Ukraine und die militärische Mobilität sicherzustellen und die EU auf die extremsten militärischen Eventualitäten vorzubereiten, insbesondere durch die Unterstützung der Integration der ukrainischen verteidigungsindustriellen Basis in die technologische und industrielle Basis der europäischen Verteidigung und einen Beitrag zu einer starken Abschreckungsposition und Verteidigungsbereitschaft der EU. Vorbereitung auf die extremsten militärischen Eventualitäten durch Verbesserung der militärischen Mobilität in der gesamten EU. Das Referat A.2 ist auch für die Unterstützung der Wettbewerbsfähigkeit und Widerstandsfähigkeit der europäischen zivilen Luftfahrtindustrie und der Allianz für emissionsfreie Luftfahrt zuständig. In enger Zusammenarbeit und in flexibler Struktur mit anderen Referaten der Direktion trägt das Referat A.2 zur politischen Agenda der Verteidigungsindustrie bei und fördert die Teilnahme der Ukraine an Programmen der Verteidigungsindustrie.

Das Referat setzt sich aus einer Mischung aus politischen Referenten, Ökonomen, Juristen und Experten für Forschung und Entwicklung im Verteidigungsbereich zusammen.

Stellenbeschreibung:

Referent – Militärische Mobilität

Der abgeordnete nationale Sachverständige wird unter der Aufsicht eines Beamten der Kommission arbeiten. Unbeschadet des Grundsatzes der loyalen Zusammenarbeit zwischen den nationalen/regionalen oder lokalen Verwaltungen und der Kommission hat er seine Aufgaben und sein Verhalten ausschließlich im Interesse der Europäischen Union wahrzunehmen. Der abgeordnete nationale Sachverständige darf die Kommission nicht



vertreten, wenn es darum geht, finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen oder in ihrem Namen zu verhandeln.

Seine Aufgabe wird es sein, zur Umsetzung des Weißbuchs über die Zukunft der europäischen Verteidigung im Bereich der militärischen Mobilität beizutragen. Er wird zur Gestaltung und Umsetzung der EU-Politik beitragen, die darauf abzielt, die militärische Mobilität erheblich zu verbessern, indem er auf nationaler und EU-Ebene in enger Abstimmung mit anderen Generaldirektionen alle noch bestehenden Hindernisse beseitigt. Sie/er wird dafür verantwortlich sein, die Umsetzung des Aktionsplans Militärische Mobilität 2.0 zu unterstützen und die Mitgliedstaaten bei der Umsetzung der Zusage zur militärischen Mobilität vom Mai 2024 zu unterstützen. Sie/er wird für die Analyse und Beratung des regulatorischen Umfelds und der Entwicklungen im Zusammenhang mit der militärischen Mobilität und dem Verteidigungssektor im Allgemeinen sowie für die Formulierung von Politikempfehlungen verantwortlich sein. Sie/er wird an der Entwicklung von EU-Initiativen zur Unterstützung der Verteidigungsbereitschaft und der Abschreckungshaltung im Bereich der militärischen Mobilität und der Anpassung an die neue Sicherheitslage und die sich entwickelnden Bedrohungen beteiligt sein.

Sie/er wird mit verschiedenen Akteuren in verschiedenen Bereichen zusammenarbeiten, darunter andere Kommissionsdienststellen, die Mitgliedstaaten, das Europäische Parlament, der Auswärtige Dienst, die NATO, die EDA, Interessenvertreter aus der Industrie und internationale Partner.

Zu den Aufgaben gehören:

- Unterstützung bei der Umsetzung des Weißbuchs über die Zukunft der europäischen Verteidigung im Bereich der militärischen Mobilität, Mitwirkung an der Ausarbeitung von Legislativvorschlägen und einer gemeinsamen Mitteilung.

Anforderungsprofil:

Diplom

- Hochschulabschluss oder
- Berufsausbildung oder Berufserfahrung auf gleichwertigem Niveau

im Bereich Wirtschaft, Recht, Ingenieurwesen, Sicherheit oder Militär

Berufserfahrung

Gute Kenntnisse des EU-Verteidigungssektors und der Verteidigungsindustriepolitik auf Ebene der EU und der Mitgliedstaaten;

Erfahrung im Zusammenhang mit militärischer Mobilität und/oder militärischer Logistik

Mindestens zwei Jahre Aufgaben im Zusammenhang mit der oben beschriebenen Aufgabe.



Voraussetzung für die Stelle ist, dass die Bewerberinnen und Bewerber im Besitz einer gültigen Sicherheitsüberprüfung (Personal Security Clearance, PSC) auf der Stufe EU-SECRET sind.

Sprache(n), die für die Erfüllung der Aufgaben erforderlich sind

Gute Englischkenntnisse sind für die Erfüllung der Aufgaben und die effiziente Kommunikation mit internen und externen Stakeholdern notwendig.

Voraussetzung für die Stelle ist, dass die Bewerber im Besitz einer gültigen Sicherheitsüberprüfung (Security Clearance, PSC) der Stufe SECRET UE/EU SECRET sind.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“